- 2 -03-1989
Vandermeulebroecke
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 16 février 1989, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "modifiant la législation organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités", a donné le 22 février 1989 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 februari 1989 door de Minister van Openbaar Ambt verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wetgeving tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel", heeft op 22 februari 1989 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

L'usage recommande d'indiquer dans l'intitulé d'une loi modificative l'intitulé complet de la loi ou des lois à modifier.

Il y a lieu d'écrire :

"Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et la loi du 1er septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du secteur public et aux chômeurs mis au travail".

Dispositif.

Article 1er.

Il est proposé de regrouper à l'article 1er, § 1er, 1°, de la loi du 19 décembre 1974 précitée, le personnel des autorités nationales et, à l'article 1er, § 1er, 2°, celui des Communautés et des Régions.

Cette proposition permet de supprimer les articles 3, 1°, et 4 du projet.

En outre, elle appelle les précisions suivantes :

Les organismes d'intérêt public et les établissements publics sont évidemment des personnes de droit public (1). Les établissements d'enseignement organisé par les Communautés visés au § 1er, 2°, englobent l'enseignement organisé par l'ARGO, le Conseil autonome de l'enseignement communautaire, créé par le décret spécial du Conseil de la Communauté flamande du 19 décembre 1988 (Moniteur belge du 29 décembre 1988).

Le point 3° du texte proposé supprime l'article 1er, § 2, 1°ter, de la loi du 19 décembre 1974 qui vise le personnel des services du Conseil de la Communauté culturelle allemande, y compris le personnel de la Commission pour la traduction officielle allemande des lois et règlements. En effet, depuis l'adoption du nouvel article 59ter de la Constitution et de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, ce conseil est un conseil de Communauté et, par conséquent, son personnel est visé par le 1°bis. Quant au personnel de la Commission pour la traduction officielle des lois et règlements, il ne dépend plus du Conseil de la Communauté, mais bien du commissaire d'arrondissement compétent pour la région de langue allemande (article 76 de la loi du 31 décembre 1983 précitée).

.../...

---

(1) DEMBOUR J., Droit administratif, Faculté de droit, d'économie et de sciences sociales de Liège, Troisième édition, 1978, p. 127, et FLAMME M.A., Droit administratif, P.U.B., Troisième édition 1983-1984, première partie, pp. 234 et s.

Le personnel des nouvelles institutions bruxelloises semble bien faire partie des services des exécutifs des Régions, visés à l'article 1er, § 1er, 2°, du texte proposé et le personnel des Commissions communautaires est au service de personnes morales de droit public dépendant des Communautés.

De l'accord du délégué du Ministre, le texte suivant est proposé :

"A l'article 1er de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, modifiée par la loi du 19 juillet 1983, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1er, 1°, est remplacé par le texte suivant :

"1° des administrations et autres services de l'Etat, y compris les services qui assistent le pouvoir judiciaire, ainsi que les personnes morales de droit public dépendant de l'Etat";

2° le paragraphe 1er, 2°, est remplacé par le texte suivant :

"2° des administrations et autres services des Exécutifs des Communautés et des Régions, y compris les établissements d'enseignement organisé par les Communautés, ainsi que les personnes morales de droit public dépendant des Communautés et des Régions";

.../...

3° le paragraphe 2, 1°ter, est supprimé;

4° au paragraphe 2, 5°, les mots "des universités ... (la suite comme au 6° du projet)".

Article 2.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"A l'article 2 de la même loi, modifié par la loi du 19 juillet 1983, sont apportées les modifications suivantes :".

1°.

Il y a lieu d'écrire dans le texte français de la troisième ligne du nouvel alinéa "au sens de la présente loi ...".

Article 3.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"A l'article 3 de la même loi, modifié par les lois des 19 juillet 1983 et 30 décembre 1988, sont apportées les modifications suivantes :".

.../...

1°.

A la suite du texte proposé pour l'article 1er du projet, le 1° de l'article 3 devient superflu et doit être omis.

2°.

1. L'exposé des motifs (p. 3) indique que cette disposition est fondée sur les paragraphes 3 et 4 de l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, qui sont relatifs au statut administratif et pécuniaire du personnel. Si tel était le cas, il faudrait en conclure que l'article 3, 2°, en projet méconnaît l'article 87, § 4, selon lequel c'est un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, pris après avis des Exécutifs, qui détermine les principes généraux applicables.

En réalité, le fondement de l'article 3, 2°, en projet n'est pas l'article 87, §§ 3 et 4, mais bien l'article 87, § 5, qui prévoit que les règles relatives aux relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales relèvent de la compétence nationale.

2. Dans les alinéas 3 et 6 en projet, les mots "en principe" privent la disposition de son caractère normatif et doivent, dès lors, être omis. Si les auteurs du texte entendaient maintenir ces mots, ils devraient alors préciser la dérogation au délai de deux ans.

.../...

3. A l'alinéa 4 en projet, la première phrase ne fait que répéter l'article 5, § 4, de la loi modifiée et doit, dès lors, être omise.

4. A l'alinéa 5 en projet, il y a lieu de se demander s'il ne serait pas utile de préciser que l'inscription à l'ordre du jour d'un comité de négociation n'est suspendue, comme le prévoit l'alinéa précité, que dans le cas où la même question a été inscrite à l'ordre du jour du comité commun à l'ensemble des services publics. Si cette précision correspond bien à l'intention des auteurs du projet, il conviendrait de compléter le texte sur ce point.

5. Au début de l'alinéa 6 en projet, mieux vaut écrire :

"Si, pour une période de deux ans, aucun accord n'est conclu ... (la suite comme au projet)".

Il y aurait lieu de préciser les conséquences juridiques de la notion de "programmation ... supplétive".

.../...

Article 4.

Compte tenu de l'observation faite sous l'article 1er, cet article doit être omis.

Article 5 (devenant l'article 4).

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"L'article 5, § 6, de la même loi, modifié par la loi du 19 juillet 1983 est remplacé par la disposition suivante :".

Au début du paragraphe 6 en projet, les mots "Sans préjudice de la disposition de l'article 3, § 1er, 3°, alinéa 4" doivent être omis.

Selon les délégués du ministre, le paragraphe 6 en projet concerne également le personnel des provinces et des communes qui sont des services publics soumis à la tutelle des Régions.

Les mots utilisés dans le texte en projet, à savoir "le personnel des personnes morales de droit public qui dépendent des Communautés et des Régions", qui sont ceux de l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, visent non pas les provinces ou les communes, mais les organismes publics décentralisés placés sous l'autorité des Communautés et des Régions en vertu de l'article 9 de la loi précitée suivant lequel, dans la matière qui relève de leurs compétences, les Communautés et les Régions peuvent créer des services décentralisés, des établissements et des entreprises, ou prendre des participations en capital (1). .../...

---

(1) Document de la Chambre 516/1, 1988, exposé des motifs p. 28, avis du Conseil d'Etat, p. 53 et document 516/6, rapport p. 171.

Il s'ensuit que si l'intention des auteurs du projet est, comme il vient d'être dit, de viser également dans le texte en projet les provinces et les communes et tous autres organismes provinciaux ou locaux, le texte devrait être aménagé dans ce sens.

Article 6.

Les mots "Sans préjudice des dispositions de l'article 12bis" sont inutiles. Dès lors, l'article qui tend uniquement à insérer ces mots, doit être omis.

Article 7 (devenant l'article 5).

Le début de l'article 7 serait mieux rédigé comme suit :

"Dans l'article 11, § 1er, alinéa 1er, de la même loi, modifiée par la loi du 19 juillet 1983, la phrase introductive, à partir des mots "les autorités administratives compétentes" est remplacée par le texte suivant :

"... ne peuvent, sans une concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives au sein des comités créés par le Roi conformément à l'article 10, ou au sein des comités visés à l'article 12bis selon le cas, prendre ..." ".

.../...

Article 9 (devenant l'article 7).

De l'accord des délégués du ministre, l'article en projet serait mieux rédigé comme suit :

"En ce qui concerne les services publics auxquels la présente loi est applicable, le Roi est autorisé à modifier les lois énumérées ci-après, de façon à ce que les procédures qui, en vertu de ces lois, se déroulent dans les commissions paritaires et les conseils d'entreprise ou en collaboration avec les délégations syndicales, aient lieu dans les comités de négociation ou de concertation prévus par la présente loi :

1° la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail (et non "concernant la protection de la rémunération des travailleurs" comme indiqué erronément dans le texte français du projet);

2° la loi du 16 mars 1971 ... (la suite comme au projet)".

Article 10 (devenant l'article 12).

Observation relative à la terminologie de la loi du 1er septembre 1980.

Dans toutes les dispositions de la loi du 1er septembre 1980 précitée, les mots "établissements d'enseignement" doivent être remplacés par les mots "établissements d'enseignement organisé par les Communautés".

.../...

Paragraphe 1er.

La rédaction suivante est proposée :

"A l'article 1er de la loi du 1er septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du secteur public et aux chômeurs mis au travail, modifiée par les lois des 2 juillet 1981 et 7 novembre 1987, sont apportées les modifications suivantes :

1° au b), les mots "organismes d'intérêt public et établissements publics" sont remplacés par les mots "personnes morales de droit public dépendant de l'Etat, des Communautés ou des Régions";

2° le f) est complété comme suit : "et aux établissements d'enseignement organisé par les Communautés;".

Articles 11 à 14 (devenant les articles 8 à 11).

Il serait de meilleure technique légistique d'intégrer ces dispositions dans la loi du 19 décembre 1974 car elles déterminent son champ d'application dans le temps.

Si cette suggestion est retenue, il serait plus clair de reporter l'article 10 après les articles 11 à 14 qui, eux-mêmes, seront intégrés dans la loi du 19 décembre 1974 précitée, et de compléter l'article 10 par un alinéa rédigé comme suit :

"La présente disposition produit ses effets le 1er janvier 1989".

.../...

Article 11.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Un article 24bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :".

Les mots "les procédures de négociation et de concertation demeurent d'application dans les comités existants en ce qui concerne" doivent être remplacés par les mots "les comités actuels de négociation et de concertation demeurent compétents pour".

En outre, il vaudrait mieux préciser que la disposition transitoire en projet ne s'appliquera que jusqu'à l'entrée en vigueur des modifications de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 (et non comme prévu dans le texte en projet "jusqu'à ce que l'arrêté royal du 28 septembre 1984 (...) ait été adapté").

Article 12.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Un article 25, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :".

.../...

Le texte suivant est proposé pour l'article 12 :

"Les Comités de négociation et de concertation créés en vertu de la présente loi fonctionnent sur la base de la représentativité syndicale existante déjà constatée par la Commission de contrôle de la représentativité, jusqu'au moment où les résultats du prochain contrôle de la représentativité prévu à l'article 14, § 1er, auront été publiés au Moniteur belge".

Articles 13 et 14.

Ces dispositions qui fixent l'entrée en vigueur de la loi en projet doivent être groupées en un article qui pourrait être intégré dans la loi du 19 décembre 1974 en un article 26, dont la phrase liminaire serait :

"Un article 26, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 26. Les modifications apportées à la présente loi par la loi du 19 décembre 1974 produisent leur effets le 1er janvier 1989 à l'exception :

1° des dispositions modificatives des articles 10, § 1er, et 11, § 1er, et de l'article 12bis, qui entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel ils auront été publiés au Moniteur belge;

2° de la disposition modificative de l'article 2, § 1er, qui entre en vigueur aux dates fixées par les arrêtés royaux d'exécution de cette disposition".

De Raad van State moet binnen de korte termijn die hem is toegemeten, zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Het gebruik wil dat in het opschrift van een wijzigingswet het volledige opschrift van de te wijzigen wet of wetten wordt aangehaald. Men schrijve dus :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel en van de wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector en aan de in die sector tewerkgestelde werklozen".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Voorgesteld wordt in artikel 1, § 1, 1°, van de voornoemde wet van 19 december 1974 al het personeel van de nationale overheid en in artikel 1, § 1, 2°, al het personeel van de Gemeenschappen en Gewesten onder te brengen.

Met dat voorstel zouden de artikelen 3, 1°, en 4 van het ontwerp kunnen vervallen.

.../...

Bovendien is bij dat tekstvoorstel nog de volgende verduidelijking te geven.

Instellingen van openbaar nut en openbare instellingen zijn uiteraard publiekrechtelijke rechtspersonen (1). De in § 1, 2°, bedoelde onderwijsinstellingen georganiseerd door de Gemeenschappen omvatten mede het onderwijs georganiseerd door de ARGO, de Autonome Raad voor het gemeenschapsonderwijs die opgericht is door het bijzonder decreet van de Vlaamse Gemeenschapsraad van 19 december 1988 (Belgisch Staatsblad van 29 december 1988).

Onder 3° schrapt de voorgestelde tekst artikel 1, § 2, 1°ter, van de wet van 19 december 1974, dat doelt op het personeel van de diensten van de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap, met inbegrip van het personeel van de Commissie voor de officiële Duitse vertaling van de wetten en reglementen. Sedert de aanneming van het nieuwe artikel 59ter van de Grondwet en de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap is die Raad immers een Gemeenschapsraad geworden zodat het personeel ervan mede bedoeld is onder 1°bis. Wat het personeel van de Commissie voor de officiële Duitse vertaling van de wetten en reglementen betreft, dit personeel hangt niet meer af van de Gemeenschapsraad maar wel van de arrondissementscommissaris die bevoegd is voor het Duits taalgebied (artikel 76 van de voornoemde wet van 31 december 1983).

.../...

---

(1) DEMBOUR. J., Droit administratif, Faculté de droit, d'économie et de sciences sociales de Liège, derde uitgave, 1978, p. 127, en FLAMME M.A., Droit administratif, P.U.B., derde uitgave 1983-1984, eerste deel, blz. 234 en volgende.

Het personeel van de nieuwe Brusselse instellingen lijkt goed en wel deel uit te maken van de diensten van de Gewestexecutieven bedoeld in artikel 1, § 1, 2°, van de voorgestelde tekst en het personeel van de Gemeenschapscommissies staat ten dienste van publiekrechtelijke rechtspersonen die afhangen van de Gemeenschappen.

In overeenstemming met de gemachtigde van de Minister wordt de volgende tekst voorgesteld :

"In artikel 1 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, 1°, wordt vervangen door de volgende tekst :

"1° besturen en andere diensten van de Staat, met inbegrip van de diensten die de rechterlijke macht ter zijde staan en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die afhangen van de Staat";

2° paragraaf 1, 2°, wordt vervangen door de volgende tekst :

"2° besturen en andere diensten van de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten, met inbegrip van de onderwijsinstellingen georganiseerd door de Gemeenschappen, alsook de publiekrechtelijke rechtspersonen die afhangen van de Gemeenschappen en de Gewesten";

3° paragraaf 2, 1°ter, wordt geschrapt;

4° in paragraaf 2, 5°, worden de woorden "van rijksuniversiteiten, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 2.

De inleidende volzin zou beter als volgt geredigeerd worden :

"In artikel 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

1°.

In de Franse tekst schrijve men op de derde regel van het nieuwe lid : "au sens de la présente loi ...".

Artikel 3.

De inleidende volzin zou beter als volgt geredigeerd worden :

"In artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1983 en 30 december 1988, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

.../...

1°.

Ingevolge de hiervoren voor artikel 1 van het ontwerp voorgestelde tekst moet de tekst onder 1° van artikel 3 als overbodig vervallen.

2°.

1. In de memorie van toelichting (blz. 3) wordt erop gewezen dat die bepaling steunt op de paragrafen 3 en 4 van artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, welke paragrafen betrekking hebben op het administratief en het geldelijk statuut van het personeel. Als dat zo was, zou daaruit moeten worden besloten dat het ontworpen artikel 3, 2°, een miskenning inhoudt van artikel 87, § 4, volgens hetwelk de toepasselijke algemene beginselen bepaald worden bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, vastgesteld na advies van de Executieven.

De rechtsgrond voor het ontworpen artikel 3, 2°, ligt in werkelijkheid niet in artikel 87, §§ 3 en 4, maar wel in artikel 87, § 5, dat bepaalt dat de regels in verband met de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties tot de nationale bevoegdheid behoren.

.../...

2. De woorden "in beginsel" in het ontworpen derde en zesde lid ontnemen de bepaling haar normatief karakter; ze moeten dan ook vervallen. Wensen de stellers van het ontwerp die woorden niettemin te behouden, dan zouden zij de afwijking van de termijn van twee jaar nader moeten bepalen.

3. In het ontworpen vierde lid herhaalt de eerste volzin alleen maar wat in artikel 5, § 4, van de gewijzigde wet staat; die volzin moet dan ook worden geschrapt.

4. Bij het ontworpen vijfde lid vraagt men zich af of het niet dienstig zou zijn nader te bepalen dat de inschrijving op de agenda van een onderhandelingscomité slechts geschorst wordt, zoals het voornoemde lid bepaalt, in het geval dat dezelfde kwestie is ingeschreven op de agenda van het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten. Komt die precisering wel degelijk overeen met hetgeen de stellers van het ontwerp bedoelen, dan zou de tekst op dat stuk aangevuld moeten worden.

5. In het begin van het ontworpen zesde lid schrijve men :

"Indien voor een periode van twee jaar geen akkoord wordt gesloten ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Er zou nader moeten worden aangegeven wat de rechtsgevolgen zijn van het begrip "suppletieve programmatie".

.../...

Artikel 4.

Gelet op hetgeen is opgemerkt bij artikel 1, moet dit artikel worden weggelaten.

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

De inleidende volzin zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 5, § 6, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1983, wordt door de volgende bepaling vervangen :".

In het begin van de ontworpen paragraaf 6 moeten de woorden "Onverminderd de bepaling van artikel 3, § 1, 3°, vierde lid" vervallen.

Volgens de gemachtigden van de minister, doelt de ontworpen paragraaf 6 mede op het personeel van de provincies en de gemeenten die openbare diensten zijn welke onder het toezicht van de Gewesten staan.

De in de ontworpen tekst gebruikte formulering "het personeel van de publiekrechtelijke rechtspersonen die afhangen van de Gemeenschappen en Gewesten", die uit artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen komt, doelt niet op de provincies of de gemeenten maar op de gedecentraliseerde openbare instellingen die onder het gezag van de Gemeenschappen en de Gewesten staan krachtens artikel 9 van de voornoemde bijzondere wet, volgens hetwelk de Gemeenschappen

en de Gewesten in de aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren, gedecentraliseerde diensten, instellingen en ondernemingen kunnen oprichten of kapitaalsparticipaties kunnen nemen (1).

Daaruit volgt dat, als de stellers van het ontwerp de ontworpen tekst, zoals zoëven is gezegd, mede willen doen slaan op de provincies en de gemeenten en op alle andere provinciale of locale instellingen, de tekst in die zin aangepast behoort te worden.

Artikel 6.

De woorden "Onverminderd het bepaalde in artikel 12bis" zijn nodeloos. Het artikel, dat alleen tot invoeging van die woorden strekt, moet derhalve vervallen.

Artikel 7 (dat artikel 5 wordt).

Het begin van artikel 7 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"In artikel 11, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1983, wordt de inleidende volzin vanaf de woorden "de bevoegde administratieve overheden" vervangen door de volgende tekst :

.../...

---

(1) Gedr. St. Kamer 516/1, 1988, memorie van toelichting, blz. 28, advies van de Raad van State, blz. 53 en Gedr. St. 516/6, verslag blz. 171.

"... niet dan na overleg met de representatieve vakorganisaties, naar gelang van het geval, in de door de Koning overeenkomstig artikel 10 opgerichte comités of in de door artikel 12bis bedoelde comités vaststellen :"".

Artikel 9 (dat artikel 7 wordt).

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat het ontworpen artikel beter als volgt zou worden geredigeerd :

"Wat betreft de overheidsdiensten waarop deze wet van toepassing is, wordt de Koning gemachtigd de hierna opgenoemde wetten in dier voege te wijzigen dat de procedures welke krachtens die wetten verlopen in de paritaire comités en in de ondernemingsraden of in samenwerking met de vakbondsafvaardigingen, plaatshebben in de onderhandelings- of overlegcomités waarin door deze wet wordt voorzien :

1° de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen (in de Franse tekst moet worden gelezen : ... instituant les règlements de travail", en niet "concernant la protection de la rémunération des travailleurs);

2° de arbeidswet van 16 maart 1971 ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 10 (dat artikel 12 wordt).

Opmerking betreffende de terminologie van de wet van 1 september 1980.

In alle bepalingen van de voornoemde wet van 1 september 1980 moeten de woorden "onderwijsinrichtingen" vervangen worden door de woorden "onderwijsinstellingen georganiseerd door de Gemeenschappen".

Paragraaf 1.

De volgende redactie wordt in overweging gegeven :

"In artikel 1 van de wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector en aan de in die sector tewerkgestelde werklozen, gewijzigd bij de wetten van 2 juli 1981 en 7 november 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder b) worden de woorden "de instellingen van openbaar nut en de openbare instellingen" vervangen door de woorden "de publiekrechtelijke rechtspersonen die afhangen van de Staat, de Gemeenschappen of de Gewesten";

2° de tekst onder f) wordt aangevuld als volgt : "en de onderwijsinstellingen georganiseerd door de Gemeenschappen;".

.../...

Artikelen 11 tot 14 (die de artikelen 8 tot 11 worden).

Wetgevingstechnisch gezien zou het beter zijn die bepalingen op te nemen in de wet van 19 december 1974 want zij bepalen het toepassingsgebied ervan in de tijd.

Wordt op die wenk ingegaan, dan zou duidelijkheidshalve artikel 10 na de artikelen 11 tot 14 moeten komen, die zelf in de wet van 19 december 1974 zullen worden opgenomen, en zou aan dat artikel 10 een lid moeten worden toegevoegd als volgt :

"Deze bepaling heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1989".

Artikel 11.

De inleidende volzin zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Een artikel 24bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in dezelfde wet :".

De woorden "worden de onderhandelings- en overlegprocedures verder toegepast in de bestaande comités" moeten worden vervangen door de woorden "blijven de huidige onderhandelings- en overlegcomités bevoegd totdat ...".

Bovendien zou het beter zijn te preciseren dat de ontworpen overgangsbepaling slechts van toepassing zal

.../...

zijn totdat de wijzigingen in de bijlage I van het koninklijk besluit van 28 september 1984 in werking zijn getreden (en niet zoals in de ontworpen tekst staat : totdat het koninklijk besluit van 28 september 1984 ... is aangepast aan ...).

Artikel 12.

De inleidende volzin zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Een artikel 25, luidend als volgt, wordt ingevoegd in dezelfde wet :".

Voor artikel 12 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"De krachtens deze wet opgerichte onderhandelings- en overlegcomités werken op basis van de bestaande, reeds door de commissie voor de representativiteitscontrole vastgestelde syndicale representativiteit totdat de uitslag van de eerstvolgende representativiteitscontrole voorgeschreven in artikel 14, § 1, in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

Artikelen 13 en 14.

Die bepalingen, welke de inwerkingtreding van de ontworpen wet regelen, zouden samengebracht moeten worden in één artikel, dat opgenomen zou kunnen worden in de wet van 19 december 1984 als een artikel 26, met de volgende inleidende volzin :

.../...

"Een artikel 26, luidend als volgt, wordt ingevoegd in dezelfde wet :

"Artikel 26. De wijzigingen in deze wet aangebracht door de wet van ... (datum van de ontworpen wet) hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1989, met uitzondering van :

1° de bepalingen tot wijziging van de artikelen 10, § 1, en 11, § 1, en van artikel 12bis, die in werking treden de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke zij in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt;

2° de bepaling tot wijziging van artikel 2, § 1, die in werking treedt op de data bepaald door de koninklijke besluiten tot uitvoering van die bepaling".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. Y. KREINS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. KREINS, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.